



Helsinki, seizième Réunion du Conseil ministériel, 5 décembre 2008  
L'Ambassadeur Antti Turunen, le Ministre des affaires étrangères Alexander Stubb, et l'Ambassadeur Aleksi Härkönen (première rangée, respectivement troisième, quatrième et cinquième à partir de la gauche) et leur équipe tirent leur révérence à l'issue du dernier discours et de la dernière conférence de presse. L'Envoyé spécial Heikki Talvitie (rangée du milieu, à droite) et le chef de la Mission de l'OSCE en Géorgie, l'Ambassadrice Terhi Hakala (première rangée, quatrième à partir de la droite) ont également posé pour la photo de groupe.

PRÉSIDENCE DE L'OSCE EN 2008 : FINLANDE

## Bilan de l'année

### Le jeu en valait-il la chandelle ?

*Il ne s'agit pas d'un rapport sur la Présidence finlandaise de l'OSCE en 2008, mais de mes impressions du point de vue de l'Équipe spéciale de la Présidence à Helsinki. Elles pourront être contredites par des collègues qui se sont certainement forgé leurs propres opinions sur le trajet du « navire » OSCE en route vers Helsinki.*

**PAR L'AMBASSADEUR ALEKSI HÄRKÖNEN**

**Q**u'est ce qu'une Équipe spéciale de la Présidence ? Il s'agit d'un groupe de personnes chargées de conseiller et de seconder le Ministre des affaires étrangères, qui est le Président en exercice de l'OSCE. Le groupe doit aider le Ministère des affaires étrangères à se concentrer sur les impératifs de la Présidence en matière de priorités, de ressources et de calendrier. Il doit veiller à l'avance à ce que les lignes de communication entre le Ministre et l'Équipe spéciale demeurent ouvertes 24 heures sur 24. Aspect tout aussi important, l'Équipe spéciale et la délégation finlandaise à Vienne devaient travailler main dans la main et s'entendre sur une répartition rationnelle des tâches. C'est ainsi que les choses se sont passées entre nous et l'Ambassadeur Antti Turunen et son équipe.

J'ai pu recruter une équipe de 12 personnes pour s'occuper de ces divers aspects, y compris des préparatifs des conférences. D'emblée, l'équipe a fait un excellent travail. À certains moments, la charge de travail a considérablement augmenté, mais tous ont tenu bon. Deux diplomates chevronnés et un membre du parlement ont rejoint l'équipe en qualité d'envoyés spéciaux. Les plus jeunes d'entre nous étaient âgés d'une vingtaine d'années et les plus âgés

avaient atteint la soixantaine. Je crois que nous avons tous apprécié l'exaltation qu'entraîne la politique internationale et, oui, au milieu de toute cette tourmente, nous avons pu considérer avec humour le comportement des gens. Cela nous a beaucoup aidés.

La période la plus difficile de toute Présidence est celle avant que tout ne débute. Les choses deviennent plus faciles une fois que le programme de la Présidence a été présenté et qu'il est prêt à être mis en œuvre. En fait, le début de 2008 a été la seule période relativement calme de notre Présidence. Le Ministre des affaires étrangères et Président en exercice Ilkka Kanerva effectuait ses premiers déplacements officiels tandis que le Secrétariat et les opérations de terrain apportaient leurs contributions très appréciées pour faire de ces visites un succès.

La Mission de l'OSCE au Kosovo a survécu à la déclaration d'indépendance en février. La non-observation des élections présidentielles en Russie en mars était du déjà vu ; elle n'a causé ni ondes de choc particulières, ni incité d'autres pays à suivre cet exemple. Le Turkménistan a accueilli sa toute première manifestation de l'OSCE sur les questions économiques et environnementales, et l'a fait avec faste.

Du fait du changement de Premier ministre intervenu en avril, nous avons eu la possibilité de présenter une nouvelle fois nos priorités. Alexander Stubb, le nouveau Président en exercice, a effectué son lot de visites et de consultations au printemps et au début de l'été. Le budget et le barème des contributions ont finalement été approuvés. Cette situation grotesque qui se répète chaque année nous a moins inquiétés que d'autres Présidences. Le mandat du Bureau au Tadjikistan a été négocié avec succès et des activités importantes pour la région ont pu se poursuivre.

En même temps, des nuages sombres ont

commencé à s'amonceler au-dessus de la Géorgie. La Russie a établi des relations officielles avec les républiques sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Les incidents sur le terrain se sont aggravés, impliquant des armes lourdes. Auparavant, la prévention des conflits était « passée à la vitesse supérieure », sous la conduite de l'Envoyé spécial Heikki Talvitie. La Mission de l'OSCE en Géorgie, dirigée par l'Ambassadrice Terhi Hakala, a fourni un soutien inestimable.

Puis, tout a éclaté en août. Une guerre entre deux États participants était un cauchemar, encore aggravé par la propagande sans retenue pratiquée même par des médias de bonne réputation. Nous avons rédigé des déclarations avec l'appui des membres du service de presse de l'OSCE qui, quelle que soit la situation, ne semblaient jamais être pris au dépourvu. Nous avons eu l'impression que, pour une fois, l'OSCE était écoutée. Le Président en exercice s'est rendu d'urgence à Tbilissi et à Moscou pour entamer des négociations sur un cessez-le-feu, qui ont été menées à bien par la Présidence française de l'Union européenne. Des observateurs militaires supplémentaires ont rapidement été déployés par l'OSCE et le Président en exercice est retourné en Géorgie pour donner le coup d'envoi à leur action.

La décision prise par la Russie de reconnaître l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud en tant que pays indépendants a constitué un second choc. Bien qu'aucun autre État participant de l'OSCE ne lui ait emboîté le pas, nous savions que le conflit entre la Russie et la Géorgie allait marquer la Présidence pour le reste de l'année.

L'idée que l'Union européenne, l'ONU et l'OSCE coopèrent étroitement en Géorgie avait été lancée par la Présidence finlandaise déjà avant la guerre. Une telle plate-forme était désormais très demandée et les trois organisations décidèrent de coprésider les négociations de Vienne qui avaient été proposées par la France et la Russie. Le Président en exercice a présenté ses idées sur la Géorgie et d'autres questions intéressant l'OSCE devant le Conseil de sécurité de l'ONU en septembre. Le mois d'après, les négociations de Genève ont été engagées et, à la fin de l'année, des progrès avaient été faits.

Alors que les organisations humanitaires étaient en mesure de travailler

dans la région, l'OSCE a dû faire face à de nouveaux obstacles. Les observateurs militaires ne furent pas autorisés à s'acquitter de leur mission en Ossétie du Sud. Tous les représentants de l'OSCE ont dû arriver par le Nord en empruntant le fameux tunnel de Roki, ce qui n'était pas la route la plus directe venant de Tbilissi et de Gori dans le Sud. Il était donc prévisible qu'aucun consensus de se dégagerait pour le mandat de 2009 de la Mission de l'OSCE, s'étendant à l'ensemble du territoire de la Géorgie.

On nous posait la question : « Quelle est désormais la situation en Ossétie-du-Sud, après la guerre ? » « Y-a-t-il des cas de nettoyage ethnique ? » « Pourquoi la situation ne peut-elle être suivie par des organisations internationales telles que l'OSCE ? » Nous avons alors demandé à Janez Lenarčič, Directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), et à Knut Vollebaek, Haut Commissaire pour les minorités nationales (HCMN), de déterminer qu'elle était la situation en ce qui concerne les droits de l'homme et les minorités. Ils ont fait un excellent travail dans des circonstances difficiles. Veuillez lire à ce sujet le rapport du BIDDH, auquel le HCMN a contribué.

Tandis qu'approchait la Réunion du Conseil ministériel à Helsinki, le nombre de ministres des affaires étrangères indiquant leur intention d'y participer augmentait de jour en jour. Nous avions décidé d'organiser un déjeuner de travail à l'intention des ministres sur un thème d'actualité. « L'avenir de la sécurité en Europe » nous a semblé être le choix le plus évident, car les Présidents russe et français avaient donné une grande visibilité au sujet et évoquaient également l'OSCE en tant qu'éventuelle enceinte pour un tel débat. La discussion s'est avérée fascinante, nous rappelant indéniablement à tous les possibilités qu'avait l'OSCE de faciliter un dialogue de haut niveau sur des questions de sécurité d'actualité.

Nous avons été agréablement surpris par l'approbation de toute une série de décisions à Helsinki. Il était clair dès le premier jour qu'il n'y aurait pas de consensus sur une déclaration politique. Toutefois, il est également clairement apparu que beaucoup étaient favorables à notre proposition relative à un nouveau type de texte, seules quelques délégations s'y opposant. Nous ne pouvions nous empêcher de penser que

la recherche de compromis ne figurait peut-être pas sur la liste des priorités du moment dans la politique internationale.

Beaucoup d'entre nous ont été occupés jour et nuit par les dispositions à prendre en vue de la Réunion ministérielle et nous avons donc été heureux de la façon dont les 1 500 invités - délégués comme membres de la presse - ont interagi avec nos attachés de liaison et nos assistants de conférence. La Réunion ministérielle a été une expérience pour nous tous, surtout pour ceux d'entre nous pour qui il s'agissait d'une première.

Nous sommes début février tandis que j'écris ces lignes et il est temps de souhaiter le plus grand succès à la Présidence grecque. Presque tous les membres de l'Équipe spéciale finlandaise sont partis ou sont sur le point de partir. Ils ont été affectés à New York ou en Géorgie, ou dans d'autres départements du Ministère des affaires étrangères, ou encore chargés de préparer la participation de la Finlande à l'Exposition universelle de Shanghai en 2010. J'en suis heureux pour eux et je serai moi-même bientôt appelé à de nouvelles fonctions.

Derrière la politique, il y a des gens. Ce fut une expérience très agréable d'avoir coopéré avec le Bureau du Secrétaire général de l'OSCE et le Secrétariat, les institutions, les opérations de terrain, les délégations et l'Assemblée parlementaire, mais surtout avec les personnes très compétentes qui y travaillent. Nous n'avons pas toujours été d'accord sur tout, mais nous nous sommes toujours fait confiance face à des situations difficiles.

Oui, le jeu en valait vraiment la chandelle.

**L'Ambassadeur Aleksi Härkönen, qui a été chef de l'Équipe spéciale de la Présidence finlandaise de l'OSCE de 2007 à début 2009, a été nommé conseiller en matière de politique étrangère du Président de la République de Finlande à compter du 1er mars. De 2002 à 2007, il était le Représentant permanent de son pays auprès de l'OSCE. Auparavant, ce spécialiste des questions de politique de sécurité et de maîtrise des armements a occupé plusieurs postes de haut niveau au sein du Ministère finlandais des affaires étrangères. D'autres affectations diplomatiques l'ont conduit à Caracas, Bonn et Washington D.C. L'Ambassadeur Härkönen est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Helsinki.**



Helsinki, 5 décembre 2008. Les Présidents en exercice de l'OSCE actuel et futur, Alexander Stubb, Ministre finlandais des affaires étrangères, et Dora Bakoyannis, Ministre grecque des affaires étrangères, au Centre des médias. Helsinki a accueilli quelque 1 200 délégués et 300 représentants des médias.

## « L'avenir de la sécurité en Europe »

Ces dernières années, les réunions du Conseil ministériel se sont déroulées selon une structure bien établie d'allocutions en séance plénière, de longues réunions du Comité préparatoire et de négociations dans les coulisses. Cette structure a permis d'aboutir à certaines décisions importantes et d'insuffler un utile élan au travail de l'Organisation. Mais, au cours du déjeuner à Helsinki le 4 décembre, quelque chose de très prometteur s'est produit que nous n'avions plus vu depuis pas mal de temps : une discussion à bâtons rompus entre ministres des affaires étrangères sur « L'avenir de la sécurité en Europe. »

L'invitation adressée à tous les ministres des affaires étrangères et chefs de délégation de l'OSCE à un déjeuner de travail le premier jour de la réunion provenait du Président en exercice, le Ministre finlandais des affaires étrangères Alexander Stubb. Cinquante ministres des affaires étrangères ont pris part à ce qui allait devenir le premier débat multilatéral de haut niveau sur la proposition de réexaminer la sécurité paneuropéenne, proposition qui avait été émise par le Président russe Dmitry Medvedev à l'occasion d'une visite en Allemagne le 5 juin.

Le déjeuner a débuté par des observations liminaires du Président en exercice, après quoi Sergei Lavrov (Fédération de Russie), Bernard Kouchner (France), le Haut Représentant de l'Union européenne Javier Solana, Ali Babacan (Turquie) et Carl Bildt (Suède) ont pris la parole. Treize autres ministres des affaires étrangères ont également tour à tour fait connaître leurs points de vue.

Le Ministre Lavrov a répondu directement

aux questions qui lui étaient posées. Représentant les Présidences de l'OSCE en 2009 et 2010 respectivement, Dora Bakoyannis (Grèce) et Marat Tazhin (Kazakhstan) ont prononcé les remarques finales.

Sergei Lavrov a passé en revue les principaux points de la proposition du Président Medvedev relative à un vaste débat « paneuropéen » devant aboutir à un « traité sur la sécurité européenne » juridiquement contraignant. Les ministres ont procédé à un échange de vues sur le contenu d'éventuelles discussions de haut niveau et sur la façon la plus appropriée de les faire progresser. En définitive, il en est résulté davantage de questions que de réponses, mais les participants se sont tous accordés à reconnaître qu'il conviendrait de poursuivre le débat et que l'OSCE avait apporté la preuve de son potentiel en tant que cadre pour engager un dialogue franc et constructif.

L'événement a également illustré le fait que la composition géographique sans pareil de l'Organisation et son concept de sécurité globale, résultat de plus de 30 années de travail sans relâche, demeuraient des fondements sur lesquels nous pouvions nous appuyer à l'avenir.

Résumant les débats, le Président en exercice sortant Alexander Stubb a déclaré qu'il considérait que le déjeuner ministériel avait constitué l'un des moments forts de la réunion : « C'était rafraîchissant, c'était franc, c'était ouvert et analytique et, en soi, cela fait partie pour moi de l'esprit de Helsinki. »

— Dov Lynch, Conseiller principal auprès du Bureau du Secrétaire général de l'OSCE

## DÉCISIONS MINISTÉRIELLES

# Seizième Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE

À Helsinki, le Conseil ministériel de l'OSCE a adopté 13 décisions axées sur les dimensions politico-militaire, économico-environnementale et humaine de la sécurité. Les 56 États participants ont publié une déclaration ministérielle sur le Haut-Karabakh dans laquelle ils encouragent les parties au conflit à intensifier leurs efforts dans le cadre du processus de négociations. À l'occasion du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les États participants ont réaffirmé leur ferme attachement à ses principes dans une déclaration ministérielle commune.

### Décisions concernant la dimension humaine

MC.DEC/5/08 Renforcement des réponses de la justice pénale à la traite des êtres humains dans le cadre d'une approche globale

MC.DEC/6/08 Renforcement des efforts de l'OSCE dans l'application du plan d'action visant à améliorer la situation des Roms et des Sintis dans l'espace de l'OSCE

MC.DEC/7/08 Poursuite du renforcement de l'état de droit dans l'espace de l'OSCE

MC.DEC/8/08 Contribution de l'OSCE à la phase de mise en œuvre de l'initiative de l'Alliance des civilisations

### Décision concernant la dimension économique et environnementale

MC.DEC/9/08 Suite à donner au seizième Forum économique et environnemental sur la coopération dans le domaine des voies de navigation maritimes et intérieures

### Décisions concernant la dimension politico-militaire

MC.DEC/10/08 Poursuite de la promotion de l'action menée par l'OSCE contre le terrorisme

MC.DEC/11/08 Armes légères et de petit calibre et stocks de munitions conventionnelles

MC.DEC/13/08 Questions intéressant le Forum pour la coopération en matière de sécurité

### Décisions concernant des questions administratives

MC.DEC/1/08 Nomination du Directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) Décide de nommer M. Janez Lenarčič Directeur du BIDDH pour une période de trois ans à compter du 1er juillet 2008.

MC.DEC/2/08 Reconduction dans ses fonctions du Secrétaire général de l'OSCE Décide de reconduire M. Marc Perrin de Brichambaut dans ses fonctions de Secrétaire général de l'OSCE pour un mandat de trois ans à compter du 1er juillet 2008

MC.DEC/3/08 Périodes de service du Secrétaire général de l'OSCE Décide que le Secrétaire général de l'OSCE sera nommé pour un mandat de trois ans, qui pourra être prolongé pour un second et dernier mandat de trois ans.

### MC.DEC/4/08 Renforcement du cadre juridique de l'OSCE

Charge le Président en exercice, en consultation avec les États participants, de poursuivre un dialogue sur le renforcement du cadre juridique de l'OSCE et de faire rapport à la Réunion du Conseil ministériel prévue à Athènes en 2009.

MC.DEC/12/08 Dates et lieu de la prochaine réunion du Conseil ministériel de l'OSCE Décide que la dix-septième Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE se tiendra à Athènes les 1er et 2 décembre 2009.

Les décisions dans leur intégralité peuvent être consultées sur le site Web du Conseil ministériel sous « Documents » : [www.osce.org/conferences/mc\\_2008.html](http://www.osce.org/conferences/mc_2008.html)